

# Initiatives de la société civile face à la Covid-19

**CSO**Partnership   
for Development Effectiveness



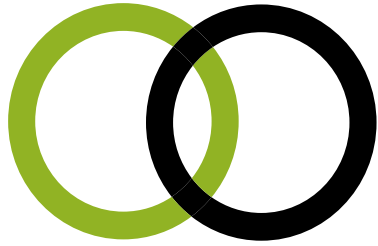
Photo de Jérémy Stenuit sur Unsplash

Alors que nous luttons tous contre la pandémie de Covid-19 depuis plusieurs semaines, le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement a mené une enquête auprès de ses membres. Nous voulions savoir comment allait notre communauté : comment la pandémie a affecté les organisations, la nature de ces impacts sur leur travail et les initiatives qu'elles ont prises pour y répondre.

Notre objectif était d'avoir un aperçu de la situation, d'informer nos façons de répondre à la crise au niveau mondial, ainsi que d'explorer comment nous pouvons intensifier les actions de solidarité entre nos membres. Ce document présente le résumé et les faits saillants des résultats de cette enquête.

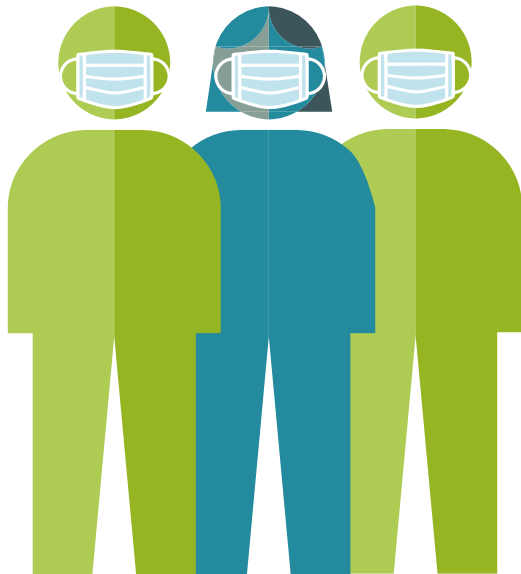
# Table des matières

- 1 La déclaration du POED sur la Covid-19
- 4 Les résultats de l'enquête menée auprès des OSC mettent en évidence les initiatives locales dans la réponse à la Covid-19
- 6 Les OSC jouent un rôle indispensable dans la réponse à la Covid-19 et au-delà
- 8 Face à la répression continue, les OSC appellent à la transparence et à l'inclusivité dans les réponses à apporter à la Covid-19
- 10 Les OSC appellent à l'inclusivité et à la transparence des donateurs et des gouvernements alors qu'elles font face à des défis sans précédent dans le contexte de la pandémie.
- 12 Résultats de l'enquête



CSO Partnership for Development

# Déclaration sur la COVID-19



## Le COVID-19 est un signal d'alarme pour inverser les inégalités, un défi pour ne laisser personne de côté

Face à la diffusion actuelle du COVID-19, le Partenariat des OSC pour l'efficacité au service du développement exprime sa solidarité avec les peuples du monde, en particulier les communautés pauvres et vulnérables des pays développés et en développement. Nous saluons également ceux qui sont en première ligne, notamment le personnel de santé qui continue courageusement à servir la population.

Au-delà de ses effets tangibles sur notre santé et nos vies, nous pensons que le COVID-19 laisse présager une pandémie sous-jacente d'inégalités, qui rendrait une grande partie de notre société, y compris ses échelons inférieurs, plus vulnérable aux crises sanitaires. Nous sommes témoins du sort de nos frères et sœurs qui endurent des conditions sordides, dans des environnements où l'accès à la nutrition, à l'eau et à l'assainissement, entre autres conditions préalables à une vie saine, est médiocre. Nous sommes profondément préoccupés pour les personnes âgées, les femmes et les enfants, les migrants et les réfugiés, et les personnes handicapées. Ce sont eux qui portent le poids de cette crise et il convient de leur accorder la priorité face à cette pandémie.

Nous demandons des réponses concrètes de la part de nos gouvernements, les responsables, afin de nous assurer que nous traverserons cette crise ensemble. Plus important encore, nous les exhortons à repenser la façon dont nous gérons le monde, afin de réduire le fossé qui nous a conduits jusqu'ici.

L'inégalité actuelle s'est construite au fil de décennies de recherche incessante du profit, soutenue par des politiques de développement ne se fondant pas sur les besoins des populations. Son impact est maintenant face à nous et nous apprend d'importantes leçons sur le progrès et l'humanité : quand quelqu'un est touché, tout le monde est touché, ce qui élève un seul doit nous élever à tous. Et lorsque nous poursuivons notre croissance aux dépens des autres, nous souffrons en tant qu'espèce humaine.

Cette pandémie nous rappelle, douloureusement, la folie de tourner le dos à la société. Notre interdépendance en tant que membres de l'espèce humaine exige que nous prenions soin les uns des autres, ce que nous faisons par les bons offices de l'État. Ainsi, l'État est responsable de la mise en commun des ressources nationales : systèmes d'éducation et de santé, transports de masse et services publics, entre autres.

# Nous devons répondre à ce déni de justice sociale.

Mais les 50 dernières années ont été marquées par l'abandon de cette responsabilité. Nous voyons des gouvernements refuser d'investir dans la protection sociale universelle, la santé, l'éducation, le logement et d'autres services sociaux. Au lieu de cela, ils transfèrent leur pouvoir et leurs responsabilités aux entreprises, dont les approches sont régies par la logique du capital. Pour le secteur de la santé en particulier, cela signifie d'énormes coupes dans les budgets nationaux de santé, la privatisation généralisée des hôpitaux publics et la contractualisation du personnel de santé, des investissements dérisoires dans la promotion de la santé et de la médecine préventive, et une pratique du développement de médicaments axée sur le profit. Ce sont ces politiques, de pair avec le coronavirus, qui conduisent à l'impact réel de la pandémie.

Nous devons répondre à ce déni de justice sociale.

En tant que société civile, nous insistons sur la nécessité d'une coopération au développement efficace pour aider à réduire la pauvreté et les inégalités. Nous réitérons un appel en faveur d'efforts de développement qui servent les intérêts des pays, qui soient axés sur les résultats, qui respectent la transparence et la responsabilité, qui encouragent les partenariats inclusifs et qui accordent la primauté aux droits de l'homme.

Nous encourageons tous les partenaires du développement, et les donateurs en particulier, à ne pas se désister de leurs engagements face à cette période difficile et, au contraire, à prévoir des initiatives supplémentaires et à autoriser des arrangements tels que des prolongations sans frais et une certaine souplesse dans l'utilisation des fonds, la durée et la mise en œuvre afin de mieux répondre à l'évolution de la situation. De fait, les personnes les plus démunies dans le monde entier risquent fort d'être touchées deux fois : directement par les épidémies de COVID-19 et également par la perturbation des programmes et projets existants. Au contraire, une coopération au développement efficace peut faire partie de la réponse à la crise actuelle.

À court terme, nous préconisons les mesures suivantes axées sur la santé : la réalisation de tests de masse, si nécessaire, et de traitements sans préjudice de la capacité de paiement des personnes, des campagnes d'information publique rapides et précises, et la distribution de biens subventionnés par l'État tels que des masques, du désinfectant pour les mains et de la nourriture. Nous demandons également un soutien concret au personnel de santé en première ligne, une action immédiate pour assurer la sécurité alimentaire et des déclarations d'arrêts de travail, le cas échéant, tout en garantissant un revenu à tous les citoyens concernés.

À long terme, nous demandons que les gouvernements investissent davantage dans nos systèmes de santé publique, dans l'éducation et le logement gratuits, dans des économies nationales conçues pour offrir un travail décent à tous, et dans le renforcement de la capacité de l'État à garantir que tous les citoyens aient accès à la protection sociale.

## Une pandémie appelle à la solidarité internationale.

Dans leurs réponses, les États devraient tenir compte des impacts différenciés du COVID-19 sur les personnes âgées, les femmes et les filles, les populations autochtones et les pauvres. Les besoins des groupes vulnérables devraient faire l'objet d'une attention particulière.

Nous reconnaissons que les scientifiques indiquent que la distanciation sociale est la plus efficace pour l'endiguer. Toutefois, son application ne doit pas se faire au détriment de l'exercice des droits des personnes. Avant le COVID-19, de nombreux États ont déjà fortement limité la participation civique, en plus de la tendance actuelle à la réduction de l'espace civique. Dans certains États répressifs ou dans des démocraties fragiles, ces mesures pourraient devenir permanentes, les détenteurs du pouvoir profitant de la pandémie pour établir ou préserver leur régime autoritaire.

Des solutions militaires, avec une terreur d'État appliquée en toute impunité, en particulier sur les segments les plus pauvres de la population, sont totalement inacceptables comme réponse. Tout ce qui viole les droits de l'homme, met en danger la démocratie et perpétue les inégalités ne peut être la réponse.

Cette pandémie souligne également l'importance constante des OSC en tant que gardiennes du développement, en tant que défenseurs de politiques et de programmes ayant un impact durable sur le bien-être des populations. Les États et les autres acteurs du développement doivent alors s'attaquer au problème mondial du rétrécissement de l'espace civique et de l'intensification de la répression politique, et respecter leurs engagements en faveur d'un environnement favorable à la société civile.

Lorsque nos dirigeants mondiaux se réuniront à nouveau pour discuter de leur programme de développement, nous espérons que la terrible réalité du COVID-19 les obligera à réfléchir à ce que leurs décisions signifient pour les populations déplacées en Amérique latine, pour les communautés africaines ravagées par le banditisme et les insurrections, et pour les familles démunies et sans-abri d'Asie du Sud et du Sud-Est.

Nous leur demandons d'ouvrir la voie à la redistribution des richesses du monde et de promouvoir un développement qui ne laisse vraiment personne de côté.

En fin de compte, COVID-19 nous met au défi de reconstruire le tissu social que l'ordre mondial dominant a détruit. Elle a mis en évidence le fait que s'occuper les uns des autres doit être un effort collectif, que quels que soient les objectifs que nous fixons pour notre société et notre économie, ils doivent être pour le bien commun.

Une pandémie requiert une solidarité internationale. Il n'y a pas d'alternative.

# Les résultats de l'enquête mettent en évidence les initiatives locales des OSC dans la réponse à la Covid-19

Alors que les pays et les communautés ont imposé des confinements, l'état d'urgence et d'autres mesures de restriction, les OSC ont lancé des initiatives locales pour répondre aux besoins de leurs membres et communautés dans le besoin. En plus d'inciter les acteurs politiques à mettre en œuvre des réponses centrées sur les personnes pour faire face aux impacts de la pandémie, les OSC et leurs partenaires locaux ont lancé des opérations de secours, des collectes de fonds et d'autres opérations de mobilisations de ressources et de diffusion d'informations sur la pandémie.

Les OSC ont fourni non seulement de la nourriture, de l'eau et des kits d'hygiène, mais aussi des infrastructures et d'autres installations. En Argentine, les syndicats ont transformé 400 hôtels syndicaux comme centres de quarantaine ou comme centres de guérison pour les patients présentant des symptômes légers. Des OSC en Allemagne, au Bangladesh, aux Fidji, aux Philippines, au Népal, au Liban, au Rwanda, au Ghana, en Amérique latine et aux Caraïbes ont contribué avec leurs propres fonds à la conduite d'opérations de secours, soutenu les campagnes de secours de leurs gouvernements ou levé des fonds auprès d'autres institutions pour pourvoir aux besoins de base de leurs bénéficiaires et membres. Au Bangladesh, les OSC ont soutenu plus d'un millier de familles de réfugiés rohingyas en leur fournissant des jarres d'eau, du matériel d'hygiène et du riz. Elles ont fourni des équipements de protection individuelle (EPI) aux communautés et aux hôpitaux et une aide alimentaire d'urgence aux communautés des hautes terres, durement touchées par la faim dans les Chittagong Hill Tracts.

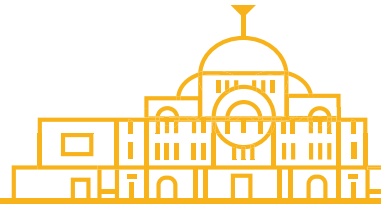


Photo de Truyền Hình Pháp Luật sur Wikimedia Commons



### BANDARBAN CHITTAGONG HILL TRACTS, BANGLADESH

Des centaines de familles dans les communautés des hautes terres ont été confrontées à des pénuries alimentaires et à la faim extrême alors qu'elles s'isolaient pour se protéger et protéger les autres de l'infection.



### MEXICO

Le gouvernement n'a pas communiqué le nombre réel d'infections et de décès de la Covid-19. De nombreux témoignages font état d'hôpitaux débordés et de patients refusant des soins médicaux même lorsqu'ils sont très malades.



### MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Plus de 50% des travailleurs dans la région exercent un emploi informel et, avec les quarantaines et les confinements, la majorité d'entre eux ont perdu leurs revenus.

Des efforts ont été faits pour inciter les gouvernements à fournir les services indispensables et les entreprises à compléter ces besoins. En Inde, au Bangladesh et en République dominicaine, les OSC ont aidé les communautés à accéder aux biens et services essentiels que les gouvernements n'ont pas réussi à fournir. En Nouvelle-Zélande et dans certains pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, les syndicats ont travaillé ensemble pour garantir que les agents de santé reçoivent des EPI adéquats, des primes de risque ou de maladie pour que ceux qui sont contraints de s'isoler puisse continuer de recevoir leur salaire. Ils ont œuvré pour que les travailleurs migrants vulnérables ou les migrants bénéficiant d'un visa temporaire aient accès à des services de secours et des soins de santé d'urgence.

D'autres OSC au Cameroun, au Vietnam, au Kirghizistan, en Albanie et en Afghanistan ont été actives dans la recherche et la sensibilisation sur l'impact de la pandémie aux niveaux communautaire et national, afin de prévenir la propagation de la maladie.

Ces initiatives font partie intégrante du travail des OSC pour faire progresser l'efficacité du développement, efficacité qui reste importante et plus urgente que jamais au moment d'affronter l'impact et les défis soulevés par la pandémie.

# Les OSC jouent un rôle indispensable dans la réponse à la Covid-19 et au-delà

Le nombre de cas de Covid-19 officiellement signalés a atteint plus de quatre millions avec près de 300 000 décès. Alors qu'une grande partie du monde a été placée en confinement ou mise en quarantaine, de nombreuses organisations de la société civile (OSC) ont été actives pour répondre à l'urgence non seulement par des opérations de secours mais aussi par des appels à des actions gouvernementales appropriées à la responsabilité et à la coopération au développement.

En tant qu'organisations travaillant à une coopération efficace au service du développement (CED), les membres du Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) appliquent les principes de l'efficacité du développement dans leurs réponses à la pandémie. Dans une enquête à laquelle ont participé 54 organisations, les membres du POED ont lancé des évaluations des besoins et un suivi sur le terrain, des opérations de secours, un engagement et une sensibilisation des populations de base et des efforts de plaidoyer politique.

Plus de la moitié des 54 OSC interrogées ont mené diverses opérations de secours pour répondre aux besoins fondamentaux de leurs membres et bénéficiaires. Les circonscriptions ont signalé des problèmes pour répondre aux besoins essentiels tels que la pénurie alimentaire; la perte d'emploi et le manque de revenus; le mauvais accès aux services publics tels que l'électricité, l'eau, l'essence et Internet; la fermeture d'écoles et d'entreprises, l'accès limité aux services de protection sociale, à l'assainissement et à l'hygiène; les problèmes de santé mentale; l'augmentation des violences de genre et des décès. Ainsi, les OSC ont cartographié et identifié les familles et les communautés qui ont besoin de secours et d'assistance. Elles ont fourni des masques indispensables, des articles et des services d'hygiène et de la nourriture à leurs membres. Elles ont également



Photo de Wesley Tingey sur Unsplash





Photo de Markus Winkler sur Pexel

fourni des services tels qu'une réponse directe aux besoins des groupes vulnérables et de l'accompagnement psychologique. Elles ont également contribué au réseau d'information contre les violences faites aux femmes et soutenu les victimes.

La plupart des OSC ont publié des déclarations concernant leur analyse et recommandations sur l'impact et la réponse à apporter à la pandémie de Covid-19.

Les membres du POED sont des défenseurs et des praticiens des processus multipartites et ils se sont coordonnés avec les institutions gouvernementales, les autres OSC, les institutions prestataires de services et les donateurs pour mobiliser des ressources pour les communautés marginalisées. Ils ont également noué des alliances avec des experts de la santé pour accroître les capacités et les connaissances des OSC sur le terrain. Ils ont créé des plateformes pour partager des informations scientifiques et coordonner le travail humanitaire entre les OSC et les autres parties prenantes.

Les OSC ont mené des actions de sensibilisation et de prévention sur la Covid-19 au sein de leurs communautés et auprès de leurs membres. Dans le même temps, elles ont fait un travail de plaidoyer pour appeler à des réponses appropriées et exiger la responsabilité de leurs gouvernements aux niveaux national et régional. Elles ont fait campagne pour lutter contre l'intensification des violences faites aux femmes et pour prodiguer des soins médicaux à ceux qui ont été testés positifs à la Covid-19. Elles ont exhorté leurs gouvernements à mettre fin à l'intensification des violations des droits humains en période de confinement et de quarantaine.

Au-delà des réponses actuelles, les membres du POED préconisent des changements profonds à long terme. Ils proposent des mesures politiques prônant le renforcement des systèmes de santé publique. Ils exigent des détenteurs d'obligations une réponse à la Covid-19 qui soit centrée sur les individus et qui se concentre sur les secteurs vulnérables, appauvris et marginalisés, une société qui défend la démocratie et la durabilité fondées sur les droits humains.

# Face à la répression continue, les OSC appellent à la transparence et à l'inclusivité dans les réponses à apporter à la Covid-19

Les résultats de l'enquête sur la Covid-19 menée auprès des OSC révèlent que les mesures imposées par les gouvernements pour contenir la propagation de la pandémie ont entraîné restriction des libertés, répression de l'opposition, réponses unilatérales et non-inclusives des populations de la part des gouvernements, mentalité militariste dans la mise en œuvre des interdictions et manque de transparence et de responsabilité en général.

En Inde, le Forum pour la protection des droits humains a mené des activités de suivi et fait des recommandations au gouvernement pour des réponses plus appropriées face à la Covid-19. Peu de temps après, leur Président et leur Secrétaire se sont vus arrêtés sans mandat d'arrêt et portés en accusation.

En Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC), les OSC ont signalé que certains gouvernements persécutaient les journalistes, les défenseurs des droits humains et ceux qui donnent des avis médicaux contraires aux déclarations du gouvernement. Elles ont aussi noté une plus grande répression de l'État dans les communautés avec lesquelles elles travaillent.



Photo de Sebastian Navarro sur Unsplash



Photo de Christina Morillo sur Unsplash

En Bulgarie, le gouvernement de ce pays européen a déclaré l'état d'urgence et infligé des amendes disproportionnées pour violation de quarantaine, octroyé aux forces armées un large éventail de pouvoirs susceptibles de restreindre les libertés fondamentales et tenté de censurer les utilisateurs des réseaux sociaux.

Les restrictions de circulation, y compris les couvre-feux, ont entravé les opérations de soutien et de services aux bénéficiaires comme les personnes déplacées et les réfugiés en Syrie, au Liban, en Irak et en Allemagne. Au Liban, ces restrictions ont également entraîné la répression des soulèvements populaires qui tourmentaient le gouvernement avant même la pandémie.

Les gouvernements n'ont pas communiqué la situation réelle concernant les infections et les décès. Dans de nombreux pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), en Inde, en Bulgarie et au Nigéria, les gouvernements ont même restreint ou supprimé la liberté d'information et d'expression.

Les OSC de l'ALC, du Mexique, du Salvador et dans la région du Pacifique, ont décrié les réponses des gouvernements qui n'ont laissé aucune place à la participation ou au dialogue avec les populations. Bien que les OSC aient des recommandations à faire aux gouvernements sur la base de leurs recherches et de leur travail de terrain, elles ont été largement ignorées. Ainsi, les réponses des gouvernements n'étaient pas appropriées ou ont marginalisé davantage les communautés pauvres.

Les OSC membres et partenaires du POED ont appelé à l'application des principes d'une coopération efficace au développement dans la réponse à la Covid-19. Ils ont lancé diverses campagnes pour contrer et combattre la répression étatique et le rétrécissement de l'espace civique et de la participation démocratique. En Bulgarie, les OSC ont mis sur pied un groupe de surveillance sur la situation des droits humains à l'heure de la Covid-19 et au-delà. Les OSC d'ALC, du Pacifique, du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie ont fait campagne aux niveaux national et régional pour l'inclusivité, la transparence et la responsabilité dans les mesures, politiques et budgets adoptés en réponse à la Covid-19.

# Les OSC appellent à l'inclusivité et à la transparence des donateurs et des gouvernements alors qu'elles font face à des défis sans précédent dans le contexte de la pandémie

Alors que le monde lutte pour faire face aux multiples conséquences des crises liées à la pandémie de Covid-19, les OSC ont répondu aux besoins urgents par des opérations de secours, la prestation de services, la mobilisation des populations locales et le plaidoyer politique. Mais lorsqu'elles mettent en œuvre ces initiatives, elles sont également confrontées à des vulnérabilités et à des défis qui sont le résultat ou les symptômes d'iniquités systémiques sous-jacentes.

Dans une enquête à laquelle ont participé 54 membres du POED, la majorité des OSC ont signalé des difficultés organisationnelles tandis que nombre d'entre elles ont connu des difficultés politiques et un impact direct de la pandémie et des réglementations qui en découlent (par exemple, confinement, mise en quarantaine, fermeture de bureaux) sur leurs membres.

Cinquante-et-une (51) des 54 organisations interrogées ont révélé que la conséquence la plus apparente sur les OSC est la difficulté de mettre en œuvre des activités alors que les pays et les communautés se sont retrouvés en confinement ou en quarantaine. De nombreuses activités ne pouvaient pas immédiatement ou pas du tout être transférées en ligne

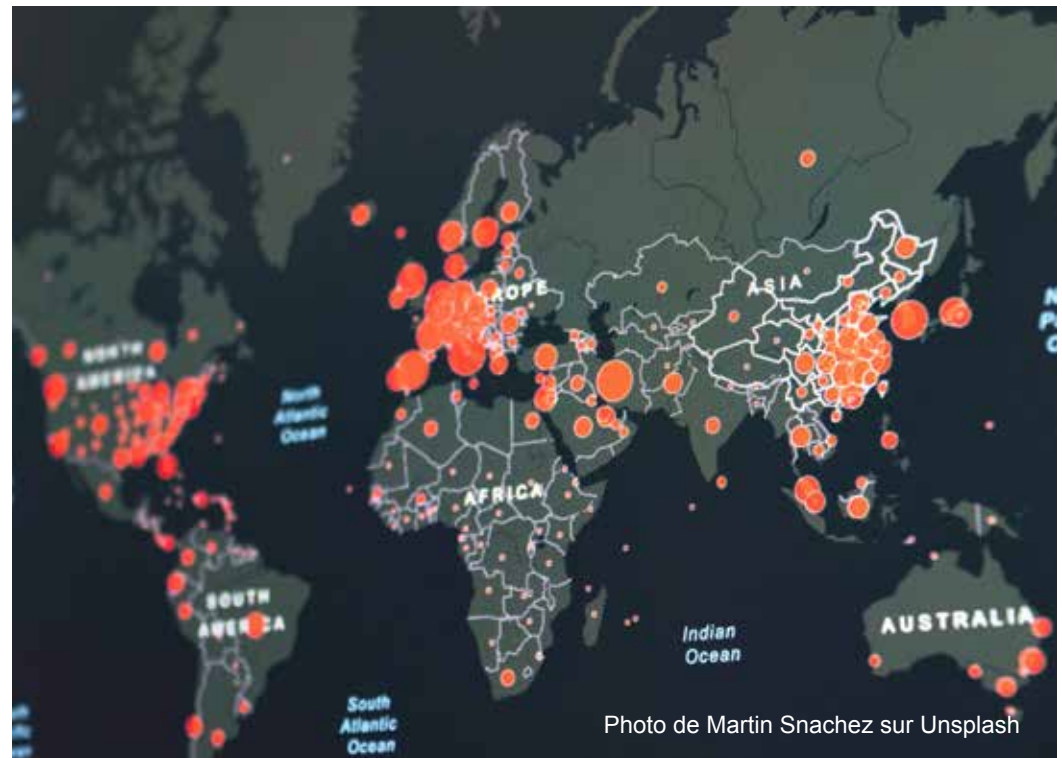




Photo de Retha Ferguson sur Pexels

et les personnes se sont retrouvées dans des situations qui rendent les activités collectives plus difficiles voire impossibles. Quarante-quatre (44) des 54 organisations ont cité le travail à domicile, en particulier lié à la mauvaise connectivité Internet, et le travail de soins intergénérationnels, comme des défis dans la poursuite de leurs opérations.

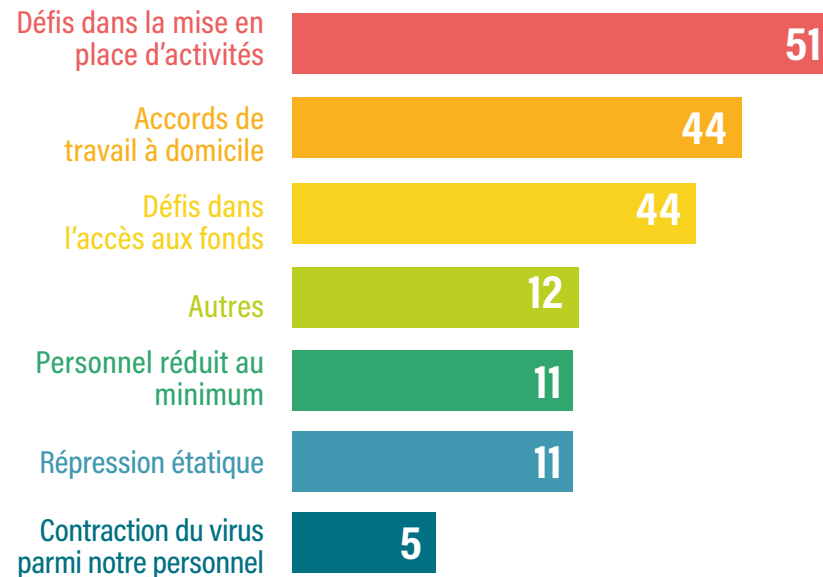
De nombreuses OSC ont déclaré poursuivre leurs activités et s'acquitter de leurs mandats même si elles ne disposent que d'un effectif restreint. Certains membres du POED ont également signalé des cas d'infection parmi leurs collègues. Les OSC ont connu un climat de peur et d'incertitude et l'incapacité de prévoir ce qui se produirait au cours des prochains mois ou années a également entraîné l'incapacité de planifier à moyen terme.

Il y a de fortes conséquences sur leurs finances et d'autres aspects liés au financement. Quatre répondants sur 10 ont cité des difficultés d'accès et de mobilisation de fonds. Les financements des OSC ont été rationnés pour faire face au manque de nouveaux fonds et pour répondre aux besoins fondamentaux de leurs membres. Cette situation a été exacerbée par la rigidité des donateurs et la pression pour achever les rapports en attente, l'annulation des projets et les réductions des paiements et des salaires du personnel.

Alors que de nombreux pays ont imposé des restrictions, les OSC ont observé une augmentation correspondante des violations des droits humains, et des restrictions notoires des libertés telles que la liberté d'expression et de la presse. Les OSC ont été confrontées à la répression de leurs gouvernements et à d'autres défis politiques qui ont directement affecté leur travail. De plus, les questions précédemment pertinentes et prioritaires ont été mises en veille par les acteurs politiques.

Alors que les OSC elles-mêmes sont aux prises avec l'impact de la pandémie sur les plans organisationnel, financier, social et politique, elles appellent les gouvernements à mettre fin à la répression et aux attaques contre les critiques sous couvert de réponse à la pandémie. Elles exigent la transparence et la responsabilité dans les politiques liées à la Covid-19. Enfin, les OSC soulignent l'importance de l'inclusivité et de la participation des populations aux réponses du gouvernement et des donateurs pour lutter contre la pandémie.

# Dans quelle mesure la Covid-19 a-t-elle affecté votre organisation?



Les membres du POED rapportent avoir été particulièrement touchés par la nécessité de transférer leurs opérations en ligne, ainsi qu'au niveau de leurs priorités organisationnelles, car ils ont dû assumer d'autres rôles plus urgents, en particulier les d'opération de secours aux secteurs marginalisés. L'état d'urgence dans la plupart des pays a entraîné un confinement, ce qui a conduit à la perte de moyens de subsistance pour beaucoup et a eu le plus fort impact sur les travailleurs précaires et/ou journaliers. La situation est exacerbée par le manque d'accès aux services publics.

Beaucoup sont confrontés à des difficultés pour accéder aux fonds et ont du mal à travailler depuis leur domicile en raison d'une mauvaise connexion internet.

## Les impacts de la COVID-19 sur nos membres peuvent être classés en:

### Défis organisationnels

- État d'urgence entraînant confinement, couvre-feu et fermeture des bureaux
- Problèmes financiers (argent rationné, crise financière, revenus d'entretien - pour leurs propres opérations et pour faire face à de nouvelles tâches)
- Inflexibilité et pression des donateurs (concernant l'achèvement des projets, aucun paiement pour les ressources humaines)
- Annulation de projets
- Personnel: surcharge de travail de soins intergénérationnels

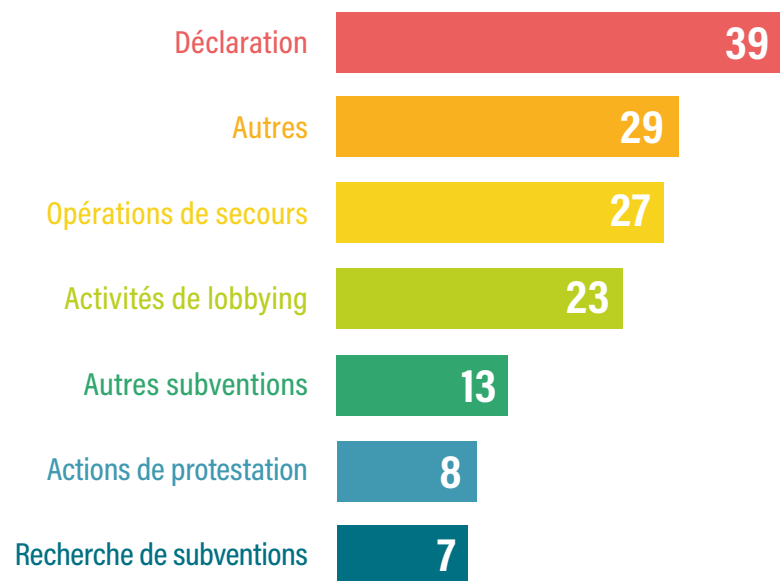
### Défis politiques

- Changement de priorités
- Défi pour la conduite de tâches particulières: politique publique, travail d'analyse
- Climat de peur et d'incertitude, incapacité à prévoir
- Difficultés à s'organiser et à mobiliser

### Effets sur leurs membres

- État d'urgence (militarisation, restrictions, répression dans les quartiers où ils travaillent)
- Effets sur l'emploi, notamment sur les travailleurs journaliers
- Impact sur les plus vulnérables (non spécifié mais cela montre qu'ils considèrent que l'impact sur les secteurs est une catégorie à part entière)
- Pénurie de vivres
- Mauvais accès aux services publics: électricité, eau, essence, internet
- Mauvais accès aux services de protection, d'assainissement et d'hygiène
- Problèmes de santé mentale
- Augmentation des violences de genre
- Fermeture des écoles et des commerces
- Impact social
- Fermeture des frontières
- Accès perturbé aux services de santé réguliers
- Décès

# Quelles actions avez-vous initiées en réponse à la COVID-19?



La plupart des membres du POED ne traitent pas directement de l'aspect sanitaire de la pandémie en soi, mais de ses impacts sur la vie de leurs membres et bénéficiaires dans un état d'urgence / en situation de confinement.

Il ne s'agit manifestement pas seulement d'un problème de santé, mais d'une crise socio-économique où la société civile peut jouer un rôle important, notamment lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins des personnes marginalisées.

Les réponses apportées allaient des opérations de secours à la sensibilisation au plaidoyer et à la coordination. Certains attendent / recherchent activement des ressources supplémentaire pour pouvoir en faire plus.

## Sensibilisation

- Secours
- Fourniture de masques, d'articles et de services d'hygiène
- Distributions alimentaires
- Mesures concrètes pour les groupes vulnérables
- Services de soins de santé mentale

## Plaidoyer

- Campagnes relatives aux violences faites aux femmes
- Soutien pour recevoir un traitement (pour ceux qui sont positifs)
- Propositions pour influencer la réponse du gouvernement (droits humains, perspective de genre)
- Prises de position, déclarations, discussions sur les soins de santé publics, soutien à la déclaration des droits humains
- Mesures proposées pour les secteurs vulnérables

## Coordination

- Coordination interinstitutionnelle pour articuler les efforts et analyser la situation
- Coordination avec d'autres institutions de la société civile pour rechercher des ressources et impliquer les communautés marginalisées
- Création d'alliances avec des experts de la santé
- Coordination pour trouver des informations sur l'impact sur les organisations qui fournissent des services
- Coordination – des donateurs aux organisations locales
- Cartographie et identification des familles et des communautés
- Contribution à un réseau de soutien et d'information sur les violences de genre
- Suivi

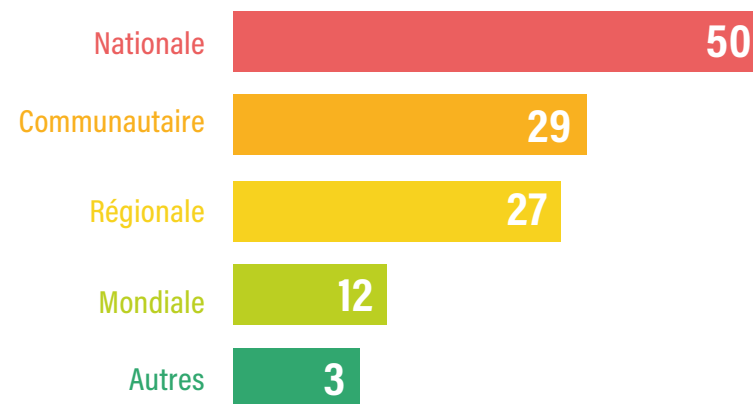
## Poursuite du travail en tant qu'organisations

- Recherche de fonds
- Exécution des projets existants
- Production du rapport de progression sur l'Agenda 2030
- Poursuite des opérations (à domicile)
- Interventions virtuelles
- Renforcement des mécanismes en ligne
- Maintenir le lien et le contact avec les camarades
- Conduite d'opérations non-planifiées

## Efforts prospectifs

- Secours
- Renvoi aux autorités pour intégrer les migrants
- Propositions de formations pour parer à la perte des moyens de subsistance

## Quelle est la portée de vos actions?

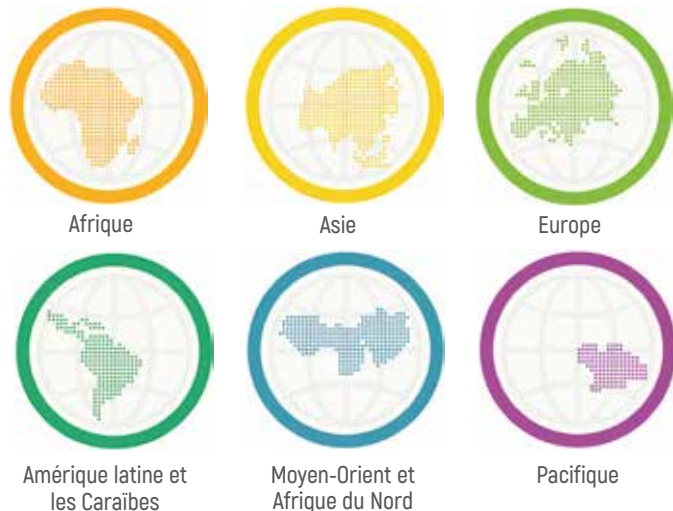




# Organisations ayant participé à l'enquête:



### Circonscriptions régionales



### Circonscriptions sectorielles



Le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) est une plateforme ouverte qui rassemble des OSC du monde entier sur les questions de coopération efficace au service du développement (CED).

À travers ses actions et son plaidoyer, le POED rassemble des OSC, ainsi que des groupes et secteurs thématiques, issus de différents pays. Actuellement, le POED couvre six (6) régions géographiques et huit (8) secteurs. Son travail est guidé par cinq (5) priorités de plaidoyer complétées par des groupes de travail pour fournir une expertise en matière de politique et mener des actions de plaidoyer.

### En savoir plus sur le partenariat des OSC pour l'efficacité du développement